

BENJAMIN M. BATHGATE



Catégories: [Notre équipe](#), [Avocats](#)

Avocat de premier plan en litige commercial, Benjamin (Ben) Bathgate possède une vaste expérience des litiges complexes aux enjeux élevés. Sa pratique est axée sur les mesures injonctives d'urgence. Il codirige le groupe national Criminalité économique, fraude et enquêtes du cabinet (reconnu par *Chambers Canada*). Il est le conseiller juridique canadien de sociétés étrangères et canadiennes, principalement dans les secteurs des technologies, de la fabrication, de la distribution, du franchisage et des services bancaires et financiers. Fort d'une grande expertise en matière de fraude commerciale, de traçage et de récupération des actifs numériques, d'enquêtes gouvernementales (transfrontalières et nationales) et de différends transactionnels, Ben conseille régulièrement les clients sur ces questions.

Dans le répertoire Legal 500 Canada il est qualifié d'« associé de la prochaine génération » (règlement de différends), dans le Canadian Legal Lexpert Directory d'« avocat de premier plan à suivre » (litige commercial) et Benchmark Litigation le qualifie de « future étoile ». Il a été l'avocat principal dans un certain nombre

d'affaires ayant fait jurisprudence, notamment des procédures transfrontalières de traçage et de saisie d'actifs numériques. Il a réussi à obtenir la première ordonnance Anton Piller (perquisition et saisie au civil) visant de la cryptomonnaie au Canada.

Il est coauteur du chapitre sur le Canada du *International Fraud and Asset Tracing Guide (Trends: Cybercrime and Cryptocurrency)* de Chambers Global, et de son *Anti-Corruption Guide*. En outre, il est coauteur et coéditeur du manuel de pratique *The Essential Guide to Settlement in Canada* conçu pour les conseillers juridiques en entreprise et cité comme un texte faisant autorité par les tribunaux. Ses écrits sur ce qui est maintenant la *Loi de 2009 sur la présentation d'excuses* de l'Ontario ont été pris en considération par l'Assemblée législative de l'Ontario et par des comités législatifs.

Ben est codirecteur du Service d'intervention d'urgence du cabinet, qui aide les clients à obtenir un redressement urgent et à gérer les risques pendant les enquêtes internes, notamment dans le cadre d'enquêtes réglementaires transfrontalières et nationales. Il codirige également la série de présentations sur le litige commercial du cabinet.

Il possède une expérience approfondie en représentation de clients devant les tribunaux de tous les échelons au Canada, notamment la Cour d'appel de l'Ontario et la Cour suprême du Canada. Il comparaît régulièrement comme avocat dans le cadre de différends nationaux et transfrontaliers, dirigeant des équipes dans des arbitrages complexes et devant divers conseils et tribunaux.

Courriel: ben.bathgate@mcmillan.ca

Expertise: Arbitrage international et litiges transfrontaliers, Criminalité économique, fraude et enquêtes, Litige commercial, Litige et règlement des différends

Langue parlée: English

LinkedIn: <https://www.linkedin.com/in/benjamin-bathgate-19863a54/>

Lieu: Toronto

Téléphone: 416.307.4207

Poste / Titre: Associé, Criminalité économique, fraude et enquêtes | Litige commercial

Mandats d'administrateur et associations professionnelles:

- Association du Barreau de l'Ontario, section du droit des franchises
- Association canadienne de la franchise
- International Franchise Association
- Chambre de commerce américaine au Canada
- La Société des plaideurs

Publications:

- [International Fraud & Asset Tracing 2022 \(Canada Chapter\)](#), Chambers and Partners (juin 2022)
- [International Fraud & Asset Tracing 2021 \(Canada Chapter\)](#), Chambers and Partners (avril 2021)
- [Anti-Corruption 2021 \(Canada Chapter\)](#), Chambers and Partners (janvier 2021)
- [Anti-Corruption 2019 Second Edition \(Canada Chapter\)](#), Chambers and Partners (décembre 2019)
- [Anti-Corruption 2019 Guide](#), Chambers and Partners (décembre 2018)
- [Guide to Tracing Assets Around the World 2018](#), TerraLex (mai 2018)
- [The Essential Guide to Settlement in Canada](#), LexisNexis, Canada (l'hiver 2013)

Éducation et admissions:

Degré: Barreau de l'Ontario

An: 2005

Degré: J.D.

Université: Université Dalhousie

An: 2004

Degré: Programme de droit international et comparé des affaires

Université: Faculté de droit Bucerius (Hambourg, Allemagne)

An: 2003

Degré: B.A. (mention haute distinction)

Université: Université de Toronto

An: 2001

Mentions dans les médias:

- [The Math Prodigy Whose Hack Upended DeFi Won't Give Back His Millions](#), by Christopher Beam,

Bloomberg Businessweek, 19 mai 2022

- [Code is law' defence to be tested in case of allegedly stolen crypto](#), by Aidan Macnab, Canadian Lawyer Magazine (March 17, 2022)
- [OSC wants a more transparent fixed-income market](#), par Allan Tony, Advisor's Edge, 26 juin 2015
- Don't be tempted to tip, Canadian Lawyer, 17 juin 2015

Prix et reconnaissancesPrésentations:

- *Benchmark Litigation: Canada (2022), future étoile*
- *Legal500 Canada (2022)*, associé de la prochaine génération, Règlement de différends
- *Legal 500 Canada (2021)*, associé de la prochaine génération, Règlement des différends
- *Legal 500 Canada (2020)*, associé de la prochaine génération, Règlement des différends
- *Canadian Legal Lexpert Directory (2019)*, avocat de premier plan à suivre, Litige commercial

Présentations:

- Persuasive Advocacy in a Virtual Hearing, TerraLex Virtual Hearings Webinar Series
- septembre 2020

-
- Litigation Funding Overview, Webinar, TerraLex Virtual Global Meeting
 - octobre 2018

-
- An Overview of Franchise Law in Ontario: A Litigator Perspective, Ontario Bar Association, Ontario/New York Legal Summit

-
- Making Settlements Stick: A Guide to Settlement, McMillan Corporate Counsel CPD Series and various in-house client presentations
 - automne 2013
 - https://mcmillan.ca/wp-content/uploads/2020/07/166404_Making-Settlements-Stick-September-18-2013.pdf

-
- Recent Developments in Franchising and Distribution Law, McMillan in-house presentation
 - janvier 2013

-
- Recent Developments in Franchising and Distribution Law, McMillan Corporate Counsel CPD Series

- automne 2012

-

https://mcmillan.ca/wp-content/uploads/2020/07/166407_McMillan-Corporate-Counsel-Series-Recent-Developments-in-Franchising-and-Distribution-Law-Sept-.pdf

- Unique Perspectives and Opportunities for "Big Data", Predictive Analytics Program, TerraLex Webinaire

- 4 avril 2018

- Effective Crisis Response: A multi-disciplinary perspective, Association of Corporate Counsel

- 5 octobre 2017

- Fraudulent Preferences and Conveyances: From Detection to Judicial Remedies, ACFI Annual Fraud Conference, Toronto

- 2 mai 2017

- Should it Stay or Should it Go Part II: Litigation Hold, McMillan Corporate Counsel Webcast

- octobre 2016

- Litigation Holds and Document Preservation, McMillan Corporate Counsel Presentation

- mai 2016

- Best Practices in Document Management: Part I, McMillan Corporate Counsel Webcast

- avril 2016

- Commercial Lease Remedies 101, McMillan Corporate Counsel Presentation

- septembre 2015

- Associate Career Development Planning, McMillan in-house presentation

- mai 2014

Mandats représentatifs:

- Représentation de plusieurs anciens dirigeants de Sino-Forest Corporation devant la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario dans le cadre de l'une des plus importantes procédures de fraude en valeurs mobilières jamais intentées au Canada, s'étendant sur 180 jours d'audience et portant sur 3 G\$ de

capitaux levés au Canada.

- Représentation en défense d'un vendeur contre des réclamations de 60 M\$ US pour violation de déclaration et fraude découlant de la vente d'actions d'une société de fabrication aérospatiale pour 560 M\$ US.
- Représentation dans le cadre d'un litige à l'égard de réclamations totalisant 125 M\$ US pour rupture de contrat, violation de la vie privée/confidentialité et conspiration, découlant de la résiliation d'un bail dans l'un des plus grands projets de cinéma au Moyen-Orient.
- Représentation d'une grande banque d'affaires dans la poursuite d'un ensemble de plaintes pour fraude et conspiration d'un montant de 30 M\$, découlant de l'échec d'une coentreprise internationale de traitement du bois.
- Représentation avec succès d'un client bancaire européen et d'autres créanciers dans le cadre d'une action complexe de plusieurs transferts frauduleux sur 12 ans, visant à obtenir le remboursement d'une dette de 15 M\$.
- Représentation en défense d'une société d'aménagement foncier et de ses dirigeants à l'égard de plaintes pour fraude et oppression d'un montant de 15 M\$.
- Représentation d'une société internationale de télécommunications dans la contestation d'une plainte pour publicité mensongère, qui comprenait des questions sur la suffisance du libellé d'exclusion de responsabilité utilisé sur des pages Internet défilantes.
- Représentation d'un assureur international contre une réclamation de 20 M\$ dans le cadre d'une opération de fusion qui a échoué.
- Représentation d'un locataire d'un restaurant commercial dans l'obtention d'une décision de première instance faisant jurisprudence et appliquant un bail oral et une option orale d'achat de terrain à l'encontre d'un propriétaire.
- Représentation de nombreux clients nationaux du secteur bancaire et de la vente au détail dans le cadre d'actions contre des propriétaires visant à faire respecter des clauses restrictives (y compris des mesures injonctives), à recouvrer des paiements de coûts d'exploitation et à obtenir des réductions de loyer.
- Représentation de nombreux propriétaires et locataires commerciaux dans le cadre de différends relatifs à l'immobilier et à la location (y compris des procès), notamment des recours en matière d'exécution en nature, d'injonction, de dommages et intérêts, de saisie-exécution, de cautionnement et de déchéance.
- Représentation en défense de nombreux fabricants, grossistes, détaillants et distributeurs de produits électroniques et de produits ménagers grand public contre des réclamations pour rupture de contrat, responsabilité de l'occupant et responsabilité du fait des produits.
- Représentation en défense de nombreux franchiseurs et distributeurs à l'égard de diverses réclamations, y compris des réclamations visant à obtenir des mesures d'annulation en raison d'une divulgation tardive

ou prétendument incomplète, des allégations de non-divulgence de faits importants, des allégations de fausses déclarations dans le document d'information ou dans la déclaration de changement important, et des allégations de violation de l'obligation d'agir équitablement.

- Représentation en défense d'une société de publicité sur Internet et d'un important assureur international à l'égard d'un recours en oppression et de réclamations en droit du travail présentées par d'anciens gestionnaires et cadres.

Décisions représentatives de la Cour supérieure de justice et de la Cour d'appel

- *Noranco v. MidOcean Partners III*, (2019) ONSC 1173 (Ont. S.C.J.) – Obtention avec succès une ordonnance d'indemnisation pour le paiement anticipé des frais juridiques d'un dirigeant défendeur, dans le cadre d'une procédure de fraude de plus grande envergure.
- *Fady Samaha v. Yamashita Rubber Co. et al*, 2019 ONSC 3192 et *Ewert v. Denso Corporation*, (2017) BCSC 973 (BCSC) – Représentation en défense lors d'audiences d'approbation de règlement à l'égard d'un recours collectif national en matière de pièces automobiles alléguant une fixation des prix.
- *Samuels v. Procureur général (Canada)*, 2016 ONSC 7937 – A réussi à suspendre et à défendre une procédure civile pour fraude contre une grande société de télécommunications, en attendant l'issue de la procédure pénale contre le demandeur, et à obtenir la confirmation de la décision en appel.
- *Bell Canada v. Cogeco Cable Canada*, (2016) ONSC 6044 (C.S.J. Ont.) – Contestation d'injonctions interlocutoires et permanentes à l'égard de déclarations publicitaires prétendument trompeuses pour le compte d'un client du secteur des télécommunications, abordant la question de la suffisance du libellé de l'avis de non-responsabilité dans les publicités sur Internet.
- *Bayerische Landesbank Girozentrale v. Rosen Ridge Farms Ltd., et. al.*, (2015) ONSC 27 (C.S.J. Ont.) – A obtenu gain de cause en première instance dans une action complexe en transfert frauduleux, annulant un contrat de fiducie fictif et dénouant une série de transferts de biens immobiliers.
- *Rehman International Ltd. v. Banque Royale du Canada*, (2013) CarswellOnt 9203 (C.S.J. Ont.) – Contestation avec succès d'une action visant à tirer parti d'actes frauduleux, et réussite à l'égard de la demande reconventionnelle de la banque au procès, ainsi que la percée du voile corporatif.
- *Thorne v. AXA Canada Inc.*, (2012) ONSC 2409 (C.S.J. Ont.) – Contestation avec succès d'un appel interjeté devant la Cour divisionnaire visant à obtenir le droit d'interroger le président et chef de la direction d'un important assureur défendeur.
- *Lechuga 1 Ltd. v. Lettuce Eatery Development Inc.*, (2011) CarswellOnt 8213 (C.S.J. Ont.) – Contestation d'une demande présentée par trois franchisés en vertu de Loi Arthur Wishart de 2000 sur la divulgation relative aux franchises réclamant des droits de résiliation pour une divulgation prétendument incomplète et obtention d'une ordonnance transformant la demande en action.

- *Sgrist v. McLean*, (2011) CarswellOnt 14424 (C.S.J. Ont.) – Obtention d’une décision de première instance faisant respecter un bail oral et une option d’achat orale d’une propriété commerciale, annulant une saisie illégale et obtenant l’attribution de dommages-intérêts, y compris des dommages-intérêts punitifs.
- *Batkov v. Starwood Industries Global Corp.*, (2010) CarswellOnt 10090 (C. div. C.S.J. Ont.) – Contestation avec succès d’un appel interjeté devant la Cour divisionnaire et maintien d’une ordonnance accordant un rejet administratif d’une action de 15 M\$ intentée contre un client bancaire, confirmant une opération d’achat d’actions de plusieurs millions de dollars.
- *Sincies Chiementin S.p.A. (Trustee of) v. King*, (2010) CarswellOnt 8996 (C.S.J. Ont.) – Représentation en défense à l’égard d’une action et d’une requête en jugement sommaire visant à faire exécuter un jugement étranger en Ontario pour des motifs de compétence, de justice naturelle et d’ordre public.
- *R.S.W.H. Vegetable Farmers Inc. and 1427868 Ontario Ltd. v. Bayerische Landesbank Girozentrale and Ontario Peninsula Farms Ltd.*, 2010 CanLII 69207 (C.S.C.) – Contestation avec succès d’une demande d’autorisation d’appel présentée à la Cour suprême du Canada relativement à une procédure en vertu de la Loi sur la médiation en matière d’endettement agricole, qui visait à rendre nulle et non avenue l’exécution d’une charge bancaire enregistrée.
- *Strassle Informationssysteme Holding GMBH v. Sieber*, 2010 ONCA 604 (CanLII) (C.A. Ont.) – Défense avec succès de la contestation d’un jugement de l’Ontario exécutant la sentence d’un client bancaire étranger en Europe, et contestation avec succès de l’appel subséquent devant la Cour d’appel de l’Ontario.
- *Bayerische Landesbank Girozentrale v. Sieber*, 2008 CanLII 28753 (C.S.J. Ont.) – Représentation avec succès en vue de faire annuler un rejet antérieur d’une réclamation complexe pour transfert frauduleux.

Domaines de pratique: Arbitrage international et litiges transfrontaliers, Criminalité économique, fraude et enquêtes, Litige commercial, Litige et règlement des différends